Avant-projet de décret portant assentiment au Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet fait à Bruxelles le 29 juin 2016

Le Gouvernement de la Communauté française, 649197/4

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé des Relations internationales,

CONSEIL D'ETAT
LEGISLATION
07 -12- 2018
RAAD VAN STATE
WETGEVING

Après délibération,

ARRÊTE :

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales, est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article unique

Le Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 29 juin 2016 sortira son plein et entier effet.

Bruxelles, le 05 SEP. 2018

Rudy DEMOTTE
Ministre-Président

Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 29 juin 2016

Exposé des motifs

A. Contexte et objet de l'accord

L'Accord sur la juridiction unifiée du brevet (ci-après « Accord UPC »), signé le 13 février 2013, organise la centralisation du contentieux en matière de brevets européens et de brevets européens à effet unitaire. L'Accord UPC prévoit l'application du Protocole sur les Privilèges et Immunités de l'Union européenne aux juges de la future juridiction. L'article 8(4) des Statuts de l'UPC, annexés à l'Accord, indique ainsi que « Le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne est applicable aux juges de la juridiction, sans préjudice des dispositions relatives à l'immunité de juridiction des juges qui figurent dans les présents statuts. ». Le Protocole sur les privilèges et immunités de l'UPC précise et complète cet article et contient des dispositions relatives notamment :

- à l'inviolabilité des locaux, des archives et des documents de l'UPC ;
- à l'immunité de juridiction de l'UPC, de ses avoirs, biens et fonds ;
- à l'exonération des impôts directs et indirects, des charges douanières et des restrictions à l'importation et à l'exportation ;
- à l'exonération des restrictions de change ;
- aux privilèges et immunités des juges et des greffiers de la juridiction ;
- aux privilèges et immunités du personnel administratif ;
- aux autres questions (emblèmes, coopération avec les États parties, etc.).

Une division locale du tribunal de première instance de l'UPC sera créée en Belgique. Conformément aux articles 87et 88 de la loi du 29 juin 2016 portant dispositions diverses en matière d'Économie, cette division locale aura son siège à Bruxelles. Ses langues de procédure seront le néerlandais, le français, l'allemand et l'anglais.

La ratification du Protocole sur les privilèges et immunités de l'UPC permet de répondre aux besoins des juges qui siégeront au sein de la division locale belge et renforce l'attractivité de cette division au bénéfice des utilisateurs du système des brevets, en Belgique et ailleurs en Europe.

I. Introduction

Par la loi du 27 mai 2014, la Belgique a porté assentiment à l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 19 février 2013 (M.B. du 9 septembre 2014, pp. 71163 et suivantes). Cet accord est également désigné sous la dénomination anglaise « Agreement on a Unified Patent Court » (Accord UPC).

La juridiction unifiée du brevet (ci-après « l'UPC ») est compétente pour connaître des litiges portant sur la validité et la contrefaçon tant des brevets européens classiques que des brevets européens avec effet unitaire, c'est-à-dire des brevets européens délivrés conformément aux dispositions de la Convention sur le brevet européen et auxquels est conféré un effet unitaire après la délivrance, en vertu du Règlement (UE) n° 1257/2012 du 17 décembre 2012 mettant en œuvre la coopération renforcée dans le domaine de la création d'une protection unitaire conférée par un brevet.

L'objectif est de créer un système juridictionnel en matière de brevets plus simple et plus efficace en Europe. La centralisation de ce contentieux apportera, par la création d'une jurisprudence cohérente et de qualité, une plus grande sécurité juridique pour les utilisateurs du système des brevets.

L'UPC est un tribunal international doté d'une personnalité juridique propre, qui est commun à tous les États membres contractants de l'Union européenne et qui, comme toute juridiction nationale, veille en collaboration avec la Cour de Justice de l'Union européenne à la bonne application et à l'interprétation uniforme du droit de l'Union.

L'Accord UPC prévoit, en son article 4, que la juridiction unifiée du brevet possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par le droit national de l'Etat concerné.

L'UPC comprend un tribunal de première instance, une cour d'appel et un greffe. Le tribunal de première instance est composé d'une division centrale ainsi que de divisions régionales et locales. En ce qui concerne les procédures en première instance, les États membres ont la possibilité de créer une division locale du tribunal de première instance ou de rejoindre une division régionale. La Belgique a l'intention de créer une telle division locale à Bruxelles.

L'article 87 de la loi du 29 juin 2016 portant dispositions diverses en matière d'Économie habilite les ministres ayant respectivement la propriété intellectuelle et la justice dans leurs attributions à adresser une demande au président du comité administratif en vue de la création, à Bruxelles, d'une division locale du Tribunal de première instance de l'UPC, conformément à l'article 7(3) de l'Accord UPC.

Tant les chambres de la division centrale et des divisions régionales et locales du tribunal de première instance que celles de la cour d'appel auront une composition multinationale. En pratique, les juges feront partie d'un pool européen de juges, qui

comprendra à la fois des juges qualifiés sur le plan juridique et des juges qualifiés sur le plan technique.

La juridiction unifiée du brevet a besoin de bénéficier des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions. L'Accord UPC prévoit à cet égard l'application du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne aux juges de la future juridiction, en raison du lien intrinsèque de cette dernière avec le brevet européen à effet unitaire. L'UPC a en effet compétence exclusive pour les litiges relatifs au brevet unitaire et le droit de l'Union européenne est la première source de droit que l'UPC devra appliquer.

Le PPI de l'UE n'est toutefois pas applicable littéralement et dans tous ses éléments à l'UPC. Il contient des dispositions qui, pour donner un effet utile à la référence qui est contenue à l'article 8 des Statuts annexés à l'Accord UPC, doivent être appliquées par analogie en tenant compte du fait que l'UPC est une organisation internationale distincte de l'UE.

Dans ce contexte, il est apparu utile de préciser et de compléter ce cadre juridique sous divers aspects par un protocole réglant les privilèges et immunités des juges et du personnel administratif de la juridiction. Le PPI de l'UPC précise ainsi les modalités d'application de l'article 8.4 des Statuts.

Le PPI de l'UPC rappelle à cet égard qu'une approche commune des questions de privilèges et d'immunités est essentielle compte tenu des besoins de la juridiction unifiée du brevet et des États membres contractants. Des accords de siège bilatéraux supplémentaires peuvent par ailleurs être conclus entre l'UPC et les États membres contractants.

I. Présentation du Protocole sur les privilèges et immunités de l'UPC

L'article 1er contient les définitions des termes utilisés par le protocole. On notera que les termes « les activités officielles de la juridiction » désignent les activités nécessaires à l'accomplissement par la juridiction de la mission et des fonctions qui lui ont été confiées conformément aux dispositions de l'Accord UPC. Les locaux de la juridiction sont les terrains et bâtiments mis à la disposition de la juridiction par l'État membre contractant conformément à l'article 37 de l'Accord UPC et employés pour les activités officielles de la juridiction. Enfin, l'UPC n'a qu'un greffier et un greffier adjoint qui exercent leurs fonctions au sein du greffe central de la juridiction.

L'article 2 prévoit que la juridiction jouit, sur le territoire de chaque État partie, des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses activités officielles.

L'article 3 concerne l'inviolabilité des locaux de la juridiction.

L'article 4 prévoit que les archives de la juridiction et tous papiers et documents qui lui appartiennent, qu'elle détient ou qui lui sont adressés, sont inviolables à tout moment et où qu'ils se trouvent.

L'article 5 traite de l'immunité de la juridiction et de ses avoirs, de ses biens et de ses fonds.

L'article 6 consacre l'immunité des représentants d'un État partie lors de leur participation aux réunions du comité administratif, du comité budgétaire et du comité consultatif, pour tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et leurs écrits. Toutefois, aucun État partie n'est tenu d'accorder ces immunités à ses propres ressortissants ou à toute personne qui, lors de son entrée en fonctions auprès de la juridiction, a sa résidence permanente dans cet État.

L'article 7 concerne les exonérations fiscales et prévoit que la juridiction, ses avoirs et ses biens sont exonérés de tous impôts directs. La juridiction est également exonérée ou remboursée des taxes sur la valeur ajoutée perçues sur tout achat substantiel de biens et services nécessaires et fournis pour les activités officielles de la juridiction, sous réserve des restrictions fixées par l'État partie hôte.

L'article 8 prévoit que les États parties exonèrent la juridiction de toute restriction en matière de change dans le cadre de l'exercice de ses activités officielles.

L'article 9 est relatif aux privilèges et immunités des juges et du greffier de la juridiction. Il est rappelé que les privilèges et immunités des juges sont régis par l'article 8 des statuts et, en raison du renvoi que cette disposition contient, par le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne. Il est précisé que l'article 8 des statuts et le PPI de l'UE s'appliquent au greffier. L'article 9 indique par ailleurs que les dispositions du PPI de l'UE doivent être appliqués par analogie, en les adaptant à la situation spécifique de la juridiction unifiée du brevet. Cela signifie notamment que les juges et le greffier sont :

- soumis à un impôt interne au profit de la juridiction sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par celle-ci ;

- exonérés en conséquence des impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par la juridiction mais non des impôts nationaux sur les pensions et les rentes qui leur sont versées par la juridiction ;

- exonérés des cotisations obligatoires aux régimes d'assurance-maladie et de sécurité sociale nationaux dès lors qu'ils sont assujettis au régime d'assurance-maladie et de sécurité sociale établi par la juridiction.

L'article 10 est relatif aux privilèges et immunités du personnel de la juridiction. Ceux-ci bénéficient de l'immunité de juridiction pour tous leurs actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles. L'article 10 précise qu'ils sont, comme les juges, soumis à l'impôt interne de l'UPC, exonérés des impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments ainsi que des cotisations aux régimes d'assurance-maladie et de sécurité sociale nationaux. Il est précisé enfin qu'un État partie n'est pas tenu d'accorder les privilèges précités à ses propres ressortissants ou à toute personne qui, avant son entrée en fonction auprès de la juridiction, résidait dans l'État en question.

L'article 11 indique que la juridiction peut se doter d'un emblème et d'un drapeau.

L'article 12 traite de la coopération avec les autorités des États parties. Il précise que les personnes jouissant des privilèges et immunités de l'UPC doivent respecter les lois et règlements de l'État partie sur le territoire duquel elles sont autorisées à exercer leurs fonctions officielles. La juridiction coopère à tout moment avec les autorités compétentes des États parties pour faciliter l'application des lois nationales et prévenir tout abus auquel pourrait donner lieu les privilèges, immunités et facilités mentionnés dans le Protocole.

L'article 13 précise l'objectif des privilèges et immunités. Ceux-ci ne sont pas établis en vue d'accorder aux personnes qui en bénéficient des avantages personnels mais visent uniquement à servir l'intérêt de la juridiction et notamment à garantir la liberté d'action de la juridiction et l'indépendance des personnes concernées. L'immunité des juges, du greffier et du personnel est levée par le Présidium lorsqu'il considère que cette immunité entraverait le cours normal de la justice et qu'elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de la juridiction. Une règle identique est prévue au bénéfice de l'État partie à l'égard de ses représentants au sein du comité administratif et du comité budgétaire.

L'article 14 fixe les règles en matière d'accès, de séjour et de sortie des personnes exerçant des fonctions officielles auprès de la juridiction, à savoir les juges, le greffier, le personnel employé par la juridiction et le personnel mis à disposition par les États parties, ainsi que les membres à charge de leurs familles. Les États parties doivent en outre faciliter l'entrée sur son territoire et la sortie de toute personne qui comparaît devant la juridiction.

L'article 15 prévoit la notification aux États parties, par le greffier, des noms des juges, du greffier et du personnel auxquels s'applique le protocole, ainsi que les changements de situation.

L'article 16 organise le règlement des différends mettant en cause la juridiction ou les personnes jouissant d'une immunité en application du protocole.

Le protocole était ouvert à la signature des États contractants de l'Accord UPC du 29 juin 2016 au 29 juin 2017. La Belgique a signé le protocole. À ce jour, le protocole a été signé par quinze États contractants de l'Accord UPC.

L'article 17 indique qu'il reste ouvert à l'adhésion des États contractants après cette date. Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, dépositaire.

L'article 18 règle l'entrée en vigueur du protocole. Celui-ci entre en vigueur 30 jours après la date à laquelle le dernier des quatre États parties (l'Allemagne, la France, le Luxembourg et le Royaume-Uni) a déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion. Après cette date, le protocole entre en vigueur à l'égard de chaque nouvel État partie trente jours après la date de dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

En vertu de l'article 19, un État contractant peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il appliquera le protocole à titre provisoire.

B. Commentaires des articles de l'accord

Article 1er

Cette disposition n'appelle pas de commentaire.

Article 2

Cette disposition prévoit que le Protocole sur les privilèges et immunités de la juridiction unifiée du brevet, fait à Bruxelles le 29 juin 2016, sortira son plein et entier effet.

Article 3

Cet article prévoit que la présente loi entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur à l'égard de la Belgique de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet. Le protocole s'inscrit dans le cadre du fonctionnement du système juridictionnel établi par l'Accord UPC. Il est donc souhaitable que l'assentiment au protocole puisse produire ses effets dès la date d'entrée en vigueur de l'accord.

C. Nature de l'Accord sur le plan interne

Le caractère mixte (Etat fédéral /Régions/Communautés) de ce protocole a été reconnu par le Groupe de travail Traités mixtes au sein du Groupe de travail Traités mixtes (G.T.T.M.) en date 03/12/2015.

PROTOCOL ON PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE UNIFIED PATENT COURT

PROTOCOLE SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DE LA JURIDICTION UNIFIEE DU BREVET

PROTOKOLL ÜBER DIE VORRECHTE UND IMMUNITÄTEN DES EINHEITLICHEN PATENTGERICHTS

PROTOCOLE SUR LES PRIVILEGES ET IMMUNITES DE LA JURIDICTION UNIFIEE DU BREVET

Les États soussignés, parties contractantes à l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet,

CONSIDÉRANT que la juridiction unifiée du brevet a été établie par l'Accord du 19 février 2013 relatif à une juridiction unifiée du brevet en qualité d'organisation internationale dotée de la personnalité morale dans chacun des Etats membres contractants ;

RAPPELANT que l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet prévoit, en son article 37, paragraphe 1, que les Etats membres contractants sur le territoire desquels est situé la division centrale du tribunal de première instance ou l'une de ses sections, une division locale ou régionale du tribunal de première instance ou la cour d'appel de la juridiction unifiée du brevet fournissent les infrastructures nécessaires ainsi que, pendant les sept premières années, le personnel d'appui administratif ;

RAPPELANT que les statuts de la juridiction unifiée du brevet prévoient, en leur article 8, que le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne est applicable aux juges de la juridiction unifiée du brevet ;

RAPPELANT que l'article 8, paragraphe 4, des statuts de la juridiction unifiée du brevet couvrent à la fois les privilèges et les immunités des juges de la juridiction unifiée du brevet et que l'application du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne aux juges de la juridiction unifiée du brevet a été prévue en raison du lien intrinsèque de cette dernière avec le brevet européen à effet unitaire et qu'elle ne peut créer de précédent pour l'application dudit Protocole à d'autres organisations internationales en ce qui concerne les politiques de siège des Etats membres contractants ;

RAPPELANT que le comité administratif est compétent pour instaurer un impôt interne et un régime de sécurité sociale, en vertu des pouvoirs d'administration qui lui sont conférés par l'Accord relatif à la juridiction unifiée du brevet ;

RAPPELANT que l'Accord relatif à la juridiction unifiée du brevet prévoit, en son article 4, que la juridiction unifiée du brevet possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par le droit national de l'Etat concerné ;

RECONNAISSANT que la juridiction unifiée du brevet a besoin de bénéficier des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses fonctions ;

CONSIDÉRANT qu'une approche commune des questions de privilèges et d'immunités est essentielle compte tenu des besoins de la juridiction unifiée du brevet et des Etats membres contractants ;

RECONNAISSANT que des accords de siège bilatéraux supplémentaires pourraient être conclus entre la juridiction unifiée du brevet et les Etats membres contractants accueillant la division centrale du tribunal de première instance ou l'une de ses sections, une division locale ou régionale du tribunal de première instance ou la Cour d'appel de la juridiction unifiée du brevet.

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

Définitions

Aux fins du présent protocole :

a) Le terme « Accord » du 19 février 2013 désigne l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet ;
b) Le terme « statuts » désigne les statuts de la juridiction unifiée du brevet, figurant à l'annexe I à l'Accord ;
c) L'expression « Etat partie » désigne un Etat partie au présent Protocole ;
d) Le terme « Etat membre contractant » désigne un Etat partie à l'Accord ;
e) Le terme « Juridiction » désigne la juridiction unifiée du brevet établie par l'Accord ;
f) L'expression « cour d'appel » désigne la cour d'appel de la Juridiction ;
g) L'expression « les activités officielles de la Juridiction » désigne les activités nécessaires à l'accomplissement par la Juridiction de la mission et des fonctions qui lui ont été confiées, conformément aux dispositions de l'Accord ;
h) L'expression « locaux de la Juridiction » désigne les terrains et bâtiments mis à la disposition de la Juridiction par l'Etat membre contractant conformément à l'article 37 de l'Accord et employés pour les activités officielles de la Juridiction ;
i) Le terme « juge » désigne un juge de la Juridiction ;
j) Le terme « greffier » désigne le greffier et le greffier adjoint de la Juridiction ;
k) Le terme « personnel » désigne tous les membres du personnel employés par la Juridiction en qualité de fonctionnaires et les autres agents de la juridiction, hormis les juges et le greffier ;
l) Le terme « famille » désigne, en ce qui concerne toute personne, le conjoint et les membres à charge de la famille proche de cette personne faisant partie du ménage de cette dernière, tels que reconnus par l'Etat membre contractant hôte ;
m) L'expression « représentants des parties » désigne les avocats, les mandataires en brevets européens ou les avocats spécialistes en droit des brevets autorisés à exercer ou à apporter leur assistance devant la Juridiction, conformément à l'article 48 de l'Accord.

Article 2

Dispositions générales sur les privilèges et immunités de la Juridiction

La Juridiction jouit, sur le territoire de chaque Etat partie, des privilèges et immunités nécessaires à l'exercice de ses activités officielles.

Article 3

Inviolabilité des locaux de la Juridiction

Les locaux de la Juridiction sont inviolables, sous réserve des conditions pouvant être décidées avec l'Etat partie concerné et sous réserve de la responsabilité de l'Etat partie accueillant la division centrale du tribunal de première instance ou l'une de ses sections, une division locale ou régionale du tribunal de première instance ou la cour d'appel, en ce qui concerne les installations mises à disposition par cet Etat partie.

Article 4

Inviolabilité des archives et des documents

Les archives de la Juridiction et tous papiers et documents, quelle qu'en soit la forme, qui lui appartiennent, qu'elle détient ou qui lui sont adressés sont inviolables à tout moment et où qu'ils se trouvent.

Article 5

Immunité de la Juridiction et de ses avoirs, de ses biens et de ses fonds

1. La Juridiction jouit de l'immunité de juridiction, sauf si :

a. la Juridiction a expressément renoncé à son immunité dans un cas particulier ;

b. des actions civiles relatives à la responsabilité contractuelle sont intentées à son encontre par des personnes autres que les juges, le greffier ou le personnel de la Juridiction ;

c. des actions civiles en matière de responsabilité extracontractuelle sont intentées à son encontre, sauf si la demande porte sur la jurisprudence de la Juridiction ou

d. une action civile est intentée par un tiers pour les dommages résultant d'un accident causé par un véhicule à moteur appartenant à la Juridiction ou utilisé pour son compte, ou d'une infraction au code de la route mettant en cause un tel véhicule ;

2. La Juridiction jouit de l'immunité en matière de perquisition, de réquisition, de confiscation, de saisie, d'expropriation ou de toute autre forme d'ingérence touchant les avoirs, les biens et les fonds de la Juridiction, où qu'ils se trouvent, effectuée sans l'autorisation de la Juridiction.

3. Dans la mesure nécessaire à l'exercice de ses activités officielles, les avoirs, les biens et les fonds de la Juridiction sont exempts de toute restriction, réglementation, ainsi que de tout contrôle et moratoire de quelque nature que ce soit.

Article 6

Immunité des représentants d'un Etat partie

1. Les représentants d'un Etat partie jouissent, lors de leur participation aux réunions du comité administratif, du comité budgétaire et du comité consultatif, de l'immunité de juridiction pour tous les actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et leurs écrits. Cette immunité continue de leur être accordée même après la fin de leur mission.

2. Leurs papiers et documents officiels sont inviolables.

3. Aucun Etat partie n'est tenu d'accorder les immunités mentionnées aux paragraphes 1 et 2 à ses propres ressortissants ou à toute personne qui, lors de son entrée en fonctions auprès de la Juridiction, a sa résidence permanente dans cet Etat.

Article 7

Exonérations fiscales

1. La Juridiction, ses avoirs et ses biens sont exonérés de tous impôts directs.
2. La Juridiction
    a. est exonérée ou remboursée des taxes sur la valeur ajoutée perçues sur tout achat substantiel de biens et services nécessaires et fournis pour les activités officielles de la Juridiction, sous réserve des restrictions fixées par l'Etat partie hôte ;
    b. n'est néanmoins pas exonérée des taxes et droits représentant la rémunération de services publics.
3. Les biens ainsi achetés en franchise ou faisant l'objet de remboursement ne peuvent être vendus ou autrement cédés dans l'Etat partie en question ou dans un autre Etat membre de l'UE, si ce n'est aux conditions fixées par l'Etat partie ayant accordé l'exonération ou le remboursement.

4. Sans préjudice des obligations des Etats parties qui découlent du droit européen et de l'application des lois et règlements, les conditions et la procédure sont déterminées par les autorités fiscales compétentes de chaque Etat partie.

Article 8

Fonds et absence de toutes restrictions en matière de change

Les Etats parties accordent à la Juridiction l'absence de toute restriction en matière de change, qui est nécessaire à l'exercice de ses activités officielles.

Article 9

Privilèges et immunités des juges et du greffier

1. Les privilèges et immunités des juges sont régis par l'article 8 des statuts et, en raison du renvoi fait à l'article 8 des statuts, par le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne.
2. L'article 8 des statuts et le Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne s'appliquent au greffier.
3. Lorsqu'il sont appliqués conformément aux paragraphes 1 et 2, seuls les articles 11, points b à e, à 14 du Protocole sur les privilèges et immunités de l'Union européenne doivent être appliqués par analogie, en les adaptant à la situation spécifique de la Juridiction. Cela signifie notamment que les juges et le greffier sont :
    a. soumis à un impôt interne au profit de la Juridiction sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par celle-ci ;
    b. à partir de la date à laquelle l'impôt interne visé au point a) est appliqué, exonérés des impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par la Juridiction mais non des impôts nationaux sur les pensions et les rentes qui leur sont versées par la Juridiction ;
    c. à partir de la date à laquelle les juges sont assujettis au régime d'assurance-maladie et de sécurité sociale établi par la Juridiction, pour les services rendus à celle-ci, exonérés de l'ensemble des cotisations obligatoires aux régimes d'assurance-maladie et de sécurité sociale nationaux.

Article 10

Immunités et privilèges du personnel

1. Les membres du personnel bénéficient de l'immunité de juridiction pour tout acte accompli par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles, y compris leurs paroles et leurs écrits. Cette immunité continue de leur être accordée même après la fin de leur emploi auprès de la Juridiction.
2. Les membres du personnel sont
    a. soumis à un impôt interne perçu au profit de la Juridiction sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par celle-ci ;
    b. à partir de la date à laquelle l'impôt interne visé au point a) est appliqué, exonérés des impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments qui leur sont versés par la Juridiction, mais non des impôts nationaux sur les pensions et les rentes qui leur sont versées par celle-ci ; ces traitements, salaires et émoluments pourront être pris en compte par les Etats parties pour le calcul du montant de l'impôt à percevoir sur les revenus provenant d'autres sources ;
    c. à partir de la date à laquelle les membres du personnel sont assujettis à un régime d'assurance-maladie et de sécurité sociale établi par la Juridiction, pour les services rendus à celle-ci, exonérés de l'ensemble des cotisations obligatoires aux régimes d'assurance-maladie et de sécurité sociale nationaux.
3. Aucun Etat partie n'est tenu d'accorder les privilèges mentionnés au paragraphe 2 à ses propres ressortissants ou à toute personne qui, juste avant son entrée en fonctions auprès de la Juridiction, résidait dans l'Etat en question.

Article 11

Emblème et drapeau

La Juridiction est autorisée, sous réserve des conditions pouvant être convenues avec l'Etat partie concerné, à arborer son emblème et son drapeau sur ses locaux et sur les véhicules affectés à son usage officiel, ainsi qu'à les faire figurer sur son site internet et sur ses documents.

Article 12

Coopération avec les autorités des Etats parties

1. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, toutes les personnes jouissant des privilèges et immunités accordés en vertu des articles 6, 9 et 10 ont le devoir de respecter les lois et règlements de l'Etat partie sur le territoire duquel elles sont autorisées à exercer leurs fonctions officielles.

2. La Juridiction coopère à tout moment avec les autorités compétentes des Etats parties pour faciliter l'application des lois de ces derniers et prévenir tout abus auquel pourrait donner lieu les privilèges, immunités et facilités mentionnés dans le présent Protocole.

Article 13

Objectif et levée des privilèges et immunités prévus aux articles 6, 9 et 10

1. Les privilèges et immunités prévus par le présent Protocole ne sont pas établis en vue d'accorder aux personnes qui en bénéficient des avantages personnels. Ils visent uniquement à servir l'intérêt de la Juridiction et notamment à garantir, en toutes circonstances, la liberté d'action de la Juridiction et l'indépendance totale des personnes concernées.
2. Le présidium de la Juridiction a non seulement le droit, mais aussi le devoir, de lever l'immunité des juges, du greffier et du personnel visée aux articles 9 et 10 lorsqu'il considère que cette immunité entraverait le cours normal de la justice et qu'elle peut être levée sans porter préjudice aux intérêts de la Juridiction. Un Etat partie a le même droit en ce qui concerne ses représentants au sein du comité administratif et du comité budgétaire (article 6). Le comité administratif a le même droit et la même obligation en ce qui concerne les membres du comité administratif.

Article 14

Accès, séjour et sortie

Sans préjudice du droit de l'Union européenne, l'Etat partie concerné prend toutes les mesures nécessaires pour faciliter :

a. l'entrée sur son territoire, la sortie de ce territoire et le séjour à toute personne exerçant des fonctions officielles auprès de la Juridiction, à savoir les juges, le greffier, le personnel employé par la Juridiction et le personnel mis à disposition par les Etats parties, ainsi que les membres à charge de leurs familles, dans le cas où les personnes exerçant des fonctions officielles auprès de la Juridiction ne sont ni des ressortissants ni des résidents permanents dudit Etat partie ; et
b. l'entrée sur son territoire et la sortie de celui-ci à toute personne convoquée ou citée à comparaître devant la Juridiction en qualité officielle, à savoir les parties, les représentants des parties, les interprètes, les témoins et les experts devant la Juridiction.

Article 15

Notification

Le greffier communique à tous les Etats parties, dans un délai d'un mois après l'entrée en vigueur du présent Protocole, les noms des juges, du greffier et du personnel auxquels s'applique le présent Protocole. Outre la communication susmentionnée, la nomination ou l'arrivée de tout juge, greffier ou membre du personnel à la Juridiction, ainsi que tout changement de situation, est notifié aussitôt que possible et au plus tard un mois après la date dudit changement de situation.

Article 16

Règlement des différends

1. La Juridiction prévoit des moyens appropriés pour régler les différends mettant en cause toute personne mentionnée dans le présent Protocole qui en vertu de sa situation officielle jouit d'une immunité, ou la Juridiction dans les cas où elle jouit de l'immunité mentionnée à l'article 5, si cette immunité n'a pas été levée.
2. Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole est porté devant un tribunal arbitral, sauf si les parties ont convenu d'un autre mode de règlement. Si un différend survient entre la Juridiction et un Etat partie et qu'il ne peut être réglé par voie de consultation, de négociation ou par un autre mode de règlement convenu dans un délai de trois mois suivant la demande faite à cet effet par l'une des parties au différend, il est porté, à la demande de l'une ou l'autre partie, devant une formation de trois arbitres qui le tranchera définitivement : un arbitre désigné par la Juridiction, un autre désigné par l'Etat partie et le troisième, qui préside la formation, par les deux premiers arbitres. Si l'une ou l'autre des parties n'a pas désigné d'arbitre dans un délai de deux mois après la désignation d'un arbitre par l'autre partie, le président de la Cour de justice de l'Union européenne procède à cette désignation. A défaut d'accord entre les deux premiers arbitres sur le choix du troisième arbitre dans les trois mois qui suivent leur désignation, ce troisième arbitre est choisi par le président de la Cour de justice de l'Union européenne à la demande de la Juridiction ou de l'Etat partie.

Article 17

Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion et dépôt

1. Le présent Protocole est ouvert à la signature de tous les Etats membres contractants du 29 juin 2016 au 29 juin 2017 au Conseil de l'Union européenne à Bruxelles.
2. Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, ci-après dénommé le dépositaire.
3. Après le 29 juin 2017, le présent Protocole reste ouvert à l'adhésion de tous les Etats membres contractants. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du dépositaire.

Article 18

Entrée en vigueur

1. Le présent Protocole entre en vigueur 30 jours après la date à laquelle le dernier des quatre Etats parties (l'Allemagne, la France, le Luxembourg et le Royaume-Uni) a déposé son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.
2. Pour chaque Etat partie déposant son instrument après la date mentionnée au paragraphe 1, le présent Protocole entre en vigueur 30 jours après la date de dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 19

Application provisoire

Un Etat membre contractant peut à tout moment notifier au dépositaire qu'il appliquera le présent Protocole à titre provisoire.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 29 juin 2016 en langues française, allemande et anglaise, les trois textes faisant également foi, en un seul exemplaire, déposé auprès du dépositaire qui en transmet une copie certifiée conforme à chacun des États signataires et adhérents.

PROTOCOL ON PRIVILEGES AND IMMUNITIES OF THE UNIFIED PATENT COURT

The undersigning Contracting Member States of the Agreement on a Unified Patent Court,

CONSIDERING that the Unified Patent Court has been established by the Agreement on a Unified Patent Court of 19 February 2013 as an international organisation with legal personality in each Contracting Member State;

RECALLING that the Agreement on a Unified Patent Court provides, in Article 37(1), that Contracting Member States hosting the central division of the Court of First Instance or one of its sections, a local or regional division of the Court of First Instance or the Court of Appeal of the Unified Patent Court shall provide facilities and, during the initial seven years, also administrative support staff;

RECALLING that the Statute of the Unified Patent Court provides, in Article 8, that the Protocol on the privileges and immunities of the European Union shall apply to the judges of the Unified Patent Court;

RECALLING that Article 8(4) of the Statute of the Unified Patent Court covers both the privileges and immunities of the judges of the Unified Patent Court and that the application of the Protocol on the privileges and immunities of the European Union to the judges of the Unified Patent Court has been foreseen because of the intrinsic link of the latter with the European patent with unitary effect and cannot create any precedent for the application of that Protocol to other international organizations with regard to the host nation policies of the Contracting Member States;

RECALLING that the Administrative Committee has the competence to set up an internal tax and a social security scheme under the powers of administration which are conferred to it by the Unified Patent Court Agreement;

RECALLING that the Agreement on a Unified Patent Court provides, in Article 4, that the Unified Patent Court shall enjoy the most extensive legal capacity accorded to legal persons under the national law of that State;

RECOGNIZING that the Unified Patent Court needs to benefit from privileges and immunities which are necessary for the exercise of its functions;

CONSIDERING that a common approach on how to address issues of privileges and immunities is essential in view of the needs of the Unified Patent Court and of the Contracting Member States;

RECOGNIZING that additional bilateral Headquarter Agreements may be concluded between the Unified Patent Court and Contracting Member States hosting the central division of the Court of First Instance or one of its sections, a local or regional division of the Court of First Instance or the Court of Appeal of the Unified Patent Court.

Have agreed as follows:

Article 1

Use of terms

For the purpose of this Protocol:

a) "Agreement" means the Agreement on a Unified Patent Court of 19 February 2013;
b) "Statute" means the Statute of the Unified Patent Court as set out in Annex I of the Agreement;
c) "State Party" means a State party to this Protocol;
d) "Contracting Member State" means a State party to the Agreement;
e) "Court" means the Unified Patent Court created by the Agreement;
f) "Court of Appeal" means the Court of Appeal of the Court;
g) "The official activities of the Court" means the activities that are necessary for the fulfilment by the Court of the purposes and functions it has been entrusted with in accordance with the provisions of the Agreement;
h) "Premises of the Court" means land and buildings made available to the Court by the Contracting Member State in accordance with Article 37 of the Agreement and used for the official activities of the Court;
i) "Judge" means a Judge of the Court.
j) "Registrar" means the Registrar *and* the Deputy-Registrar of the Court.
k) "Staff" means all personnel employed by the Court as officials and other servants of the Court except the Judges and the Registrar.
l) "Family" means, with respect to any person, the spouse and dependent members of the immediate family of such person forming part of such person's household, as recognised by the hosting Contracting Member State;
m) "Representatives of the parties" means the lawyers, European patent attorneys or patent attorneys authorised to practice or assist before the Court under Article 48 of the Agreement.

Article 2

General provisions on privileges and immunities of the Court

The Court shall enjoy in the territory of each State Party such privileges and immunities as are necessary for the exercise of its official activities.

Article 3

Inviolability of the premises of the Court

The premises of the Court shall be inviolable, subject to such conditions as may be agreed with the State Party concerned and subject to the responsibility of the State Party hosting the central division of the Court of First Instance or one of its sections, a local or regional division of the Court of First Instance or the Court of Appeal with respect to the facilities that are to be provided by such a State Party.

Article 4

Inviolability of archives and documents

The archives of the Court, and all papers and documents in whatever form belonging to it, held by it or addressed to it shall be inviolable at all times and wherever they may be located.

Article 5

Immunity of the Court, its property, assets and funds

1. The Court shall enjoy immunity from legal process, except:
   a. insofar as in any particular case it has expressly waived its immunity;
   b. as in the event of civil proceedings against it with respect to contractual liability brought by persons others than the Judges, the Registrar or the Staff of the Court;
   c. as in cases of civil proceedings against it with respect to non-contractual liability except where the claim is based on the performance of the Court's jurisprudence or
   d. in the case of a civil proceeding brought by a third party for damages resulting from an accident caused by a motor vehicle belonging to, or operated on behalf of, the Court, or in respect of a motor traffic offence involving such a vehicle.

2. The Court shall enjoy immunity from legal process in respect of search, requisition, confiscation, seizure or expropriation of, or any other form of interference with, the property, assets and funds of the Court, wherever located, without the authorisation of the Court.

3. To the extent necessary to exercise its official activities, the property, assets and funds of the Court shall be exempt from restrictions, regulations, controls and moratoria of any nature.

Article 6

Immunity of Representatives of a State Party

1. Representatives of a State Party shall enjoy, while attending meetings of the Administrative Committee, the Budget Committee and the Advisory Committee immunities from legal process in respect of all acts performed by them in their official capacity, including their words spoken or written. This immunity shall continue to be accorded even after the termination of their mission.

2. Their official papers and documents shall be inviolable.

3. No State Party is obliged to extend the immunities referred to in paragraph 1 and 2 to its own nationals or any person who at the time of taking up his functions with the Court has his permanent residence in that State.

Article 7

Exemption from taxes

1. The Court, its property and assets, shall be exempt from all direct taxes.
2. The Court shall
    a. be exempt from or accorded a refund of value added taxes paid on any substantial purchase of goods and services which are necessary and supplied for the official activities of the Court, subject to the limitations laid down by the host State Party;
    b. however not be exempt from taxes and dues which amount to charges for public utility services.
3. Goods purchased under such an exemption or reimbursement shall not be sold or otherwise disposed of in that State Party or in another Member State of the European Union, except in accordance with the conditions laid down by the State Party which granted the exemption or reimbursement.

4. Without prejudice to the obligations arising for the State Parties under European Union law and the application of laws and regulations, the conditions and procedure shall be determined by the competent fiscal authorities of each State Party.

Article 8

Funds and freedom from currency restrictions

The State Parties shall accord the Court the freedom of currency restrictions which is necessary for the exercise of its official activities.

Article 9

Privileges and Immunities of the Judges and the Registrar

1. The privileges and immunities of the Judges are governed by Article 8 of the Statute and by reference in Article 8 of the Statute by the Protocol on the privileges and immunities of the European Union.
2. Article 8 of the Statute and the Protocol on the privileges and immunities of the European Union shall apply to the Registrar.
3. When applied in accordance with paragraph 1 and 2, only Article 11(b-e) to 14 of the Protocol on the privileges and immunities of the European Union are to be applied in analogy adapted to the specific circumstances of the Court. This means in particular that the Judges and the Registrar shall:
    a. be liable to an internal tax for the benefit of the Court on salaries, wages and emoluments paid to them by the Court;
    b. from the date on which the internal tax under letter (a) is applied, be exempted from national taxation on the salaries, wages and emoluments, paid to them by the Court, but not on pensions and annuities, paid to them by the Court;
    c. from the date on which the Judges and the Registrar are subject to a social security and health scheme established by the Court, with respect to services rendered for the Court, be exempted from all compulsory contributions to national social security and health schemes.

Article 10

Immunities and privileges of the Staff

1. The Staff shall be immune from legal process in respect of all acts performed by them in their official capacity, including their words spoken or written. This immunity shall continue to be accorded even after the termination of their employment with the Court.
2. The Staff shall,
    a. be liable to an internal tax for the benefit of the Court on salaries, wages and emoluments paid to them by the Court;
    b. from the date on which the internal tax under letter (a) is applied, be exempted from national taxation on the salaries, wages and emoluments, but not on pensions and annuities, paid to them by the Court; these salaries, wages and emoluments may be taken into account by the State Parties for the purpose of assessing the amount of taxation to be applied to income from other sources;
    c. from the date on which the Staff is subject to a social security and health scheme established by the Court, with respect to services rendered for the Court, be exempted from all compulsory contributions to national social security and health schemes.
3. No State Party is obliged to extend the privileges referred to in paragraph 2 to its own nationals or to a person who immediately prior to the employment by the Court was a resident of that State Party.

Article 11

Emblem and flag

The Court shall be entitled to display its emblem and flag at its premises subject to such conditions as may be agreed with the State Party concerned, on vehicles used for official purposes as well as on its website and documents.

Article 12

Cooperation with the authorities of State Parties

1. Without prejudice to their privileges and immunities, it is the duty of all persons enjoying privileges and immunities under Article 6, 9 and 10 to respect the laws and regulations of the State Party in whose territory they may operate in their official capacity.

2. The Court shall cooperate at all times with the appropriate authorities of State Parties to facilitate the enforcement of their laws and to prevent the occurrence of any abuse in connection with the privileges, immunities and facilities referred to in this Protocol.

Article 13

Purpose and waiver of privileges and immunities provided for in Article 6, 9 and 10

1. The privileges and immunities provided for in this Protocol are not established for the personal benefit of those persons in whose favour they are granted. Their purpose is solely in the interest of the Court, especially to ensure, in all circumstances, the freedom of action of the Court and the complete independence of the persons concerned.
2. The Presidium of the Court shall have not only the right but also the duty to waive the immunity of Judges, the Registrar and the Staff under Articles 9 and 10, when it considers that such immunity would hinder the normal course of justice, and that it is possible to waive such immunity without prejudicing the interests of the Court. A State Party has the same right regarding its representatives in the Administrative Committee and the Budget Committee (Article 6). The Administrative Committee shall have the same right and obligation regarding the members of the Advisory Committee.

Article 14

Access, residence and departure

Without prejudice to European Union law, the concerned State Party shall take all the necessary steps to facilitate;

a. the entry into, departure from and residence in its territory of all persons who are performing official duties for the Court, namely the Judges, the Registrar, Staff employed by the Court and staff provided by the State Parties as well as, where persons performing official duties for the Court are based in the State Party and are not nationals or permanent residents of that State Party, dependent members of their families, and
b. the entry into and departure from its territory of all persons who are called to or summoned by the Court in an official capacity, namely parties, Representatives of parties, interpreters, witnesses and experts before the Court.

Article 15

Notification

The Registrar shall communicate within one month of the entry into force of this Protocol to all State Parties the names of the Judges, the Registrar and the Staff to whom this Protocol applies. In addition to above, appointment/arrival of any Judge, Registrar or Staff to the Court and any change of circumstances shall be reported as soon as possible and at the latest within one month of the date of the relevant change of circumstance.

Article 16

Settlement of disputes

1. The Court shall make provisions for appropriate modes of settlement of disputes involving any person referred to in this Protocol who by reason of his or her official position enjoys immunity or the Court in cases when it enjoys immunity under Article 5, if such immunity has not been waived.
2. All disputes arising out of the interpretation or application of this Protocol shall be referred to an arbitral tribunal unless the parties have agreed to another mode of settlement. If a dispute arises between the Court and a State Party which is not settled by consultation, negotiation or other agreed mode of settlement within three months following a request by one of the parties to the dispute, it shall at the request of either party be referred for final decision to a panel of three arbitrators: one to be chosen by the Court, one to be chosen by the State Party and the third, who shall be Chairman of the panel, to be chosen by the first two arbitrators. If either party has failed to make its appointment of an arbitrator within two months of the appointment of an arbitrator by the other party, the President of the European Court of Justice shall make such appointment. Should the first two arbitrators fail to agree upon the appointment of the third arbitrator within three months following the appointment of the first two arbitrators the third arbitrator shall be chosen by the President of the European Court of Justice upon the request of the Court or the State Party.

Article 17

Signature, ratification, acceptance, approval or accession and deposition

1. This Protocol shall be open for signature by all Contracting Member States from 29 June 2016 until 29 June 2017 at the Council of the European Union in Brussels.
2. This Protocol is subject to ratification, acceptance or approval. Instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the General Secretariat of the Council of the European Union, hereinafter referred to as the depositary.
3. After 29 June 2017 this Protocol shall remain open for accession by all Contracting Member States. The instruments of accession shall be deposited with the depositary.

Article 18

Entry into force

1. This Protocol shall enter into force 30 days after the date on which the last of the four State Parties – France, Germany, Luxemburg and the United Kingdom – has deposited its instrument of ratification, acceptance approval or accession.
2. For each State Party, which deposits its instrument after the date referred to in paragraph 1, this Protocol shall enter into force 30 days after the date of deposit of its instrument of ratification, acceptance, approval or accession.

Article 19

Provisional application

A Contracting Member State may at any time notify the depositary that it will apply this Protocol provisionally.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Protocol.

Done at Brussels this 29th of June 2016 in the English, French and German languages, all three texts being equally authentic, in a single copy, which shall be deposited with the depositary who shall transmit a certified true copy to all signatory and acceding States.

PROTOKOLL ÜBER DIE VORRECHTE UND IMMUNITÄTEN DES EINHEITLICHEN PATENTGERICHTS

Die unterzeichneten Vertragsmitgliedstaaten des Übereinkommens über ein Einheitliches Patentgericht –

IN DER ERWÄGUNG, dass das Einheitliche Patentgericht durch das Übereinkommen über ein Einheitliches Patentgericht vom 19. Februar 2013 als eine internationale Organisation, die in jedem Vertragsmitgliedstaat Rechtspersönlichkeit besitzt, errichtet worden ist;

EINGEDENK DESSEN, dass das Übereinkommen über ein Einheitliches Patentgericht in Artikel 37 Absatz 1 vorsieht, dass Vertragsmitgliedstaaten, in denen die Zentralkammer des Gerichts erster Instanz oder eine seiner Abteilungen, eine Lokal- oder Regionalkammer des Gerichts erster Instanz oder das Berufungsgericht des Einheitlichen Patentgerichts errichtet werden, Einrichtungen und während der ersten sieben Jahre auch Verwaltungspersonal zur Verfügung stellen;

EINGEDENK DESSEN, dass nach Artikel 8 der Satzung des Einheitlichen Patentgerichts das Protokoll über die Vorrechte und Befreiungen der Europäischen Union auf die Richter des Einheitlichen Patentgerichts Anwendung findet;

EINGEDENK DESSEN, dass von Artikel 8 Absatz 4 der Satzung des Einheitlichen Patentgerichts sowohl die Vorrechte als auch die Immunitäten der Richter des Einheitlichen Patentgerichts erfasst werden und dass die Anwendung des Protokolls über die Vorrechte und Befreiungen der Europäischen Union auf die Richter des Einheitlichen Patentgerichts aufgrund der in der Sache liegenden Verbindung zwischen dem Einheitlichen Patentgericht und dem europäischen Patent mit einheitlicher Wirkung vorgesehen wurde und keinen Präzedenzfall für die Anwendung jenes Protokolls auf andere internationale Organisationen in Bezug auf die Gaststaatpolitik der Vertragsmitgliedstaaten schaffen kann;

EINGEDENK DESSEN, dass der Verwaltungsausschuss aufgrund der ihm durch das Übereinkommen über ein Einheitliches Patentgericht übertragenen Verwaltungsbefugnisse die Zuständigkeit dafür besitzt, ein internes Steuersystem und ein System der sozialen Sicherheit zu schaffen;

EINGEDENK DESSEN, dass nach Artikel 4 des Übereinkommens über ein Einheitliches Patentgericht das Einheitliche Patentgericht die weitestgehende Rechts- und Geschäftsfähigkeit besitzt, die juristischen Personen nach den innerstaatlichen Rechtsvorschriften des betreffenden Staates zuerkannt wird;

IN DER ERKENNTNIS, dass das Einheitliche Patentgericht die für die Wahrnehmung seiner Aufgaben notwendigen Vorrechte und Immunitäten genießen muss;

IN DER ERWÄGUNG, dass im Hinblick auf die Bedürfnisse des Einheitlichen Patentgerichts und der Vertragsmitgliedstaaten eine gemeinsame Herangehensweise an Fragen der Vorrechte und Immunitäten wesentlich ist;

IN DER ERKENNTNIS, dass zusätzliche zweiseitige Sitzabkommen zwischen dem Einheitlichen Patentgericht und den Vertragsmitgliedstaaten geschlossen werden können, in denen die Zentralkammer des Gerichts erster Instanz oder eine seiner Abteilungen, eine Lokal- oder Regionalkammer des Gerichts erster Instanz oder das Berufungsgericht des Einheitlichen Patentgerichts errichtet werden –

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

Begriffsbestimmungen

Für die Zwecke dieses Protokolls bezeichnet der Ausdruck

a) „Übereinkommen" das Übereinkommen über ein Einheitliches Patentgericht vom 19. Februar 2013;
b) „Satzung" die dem Übereinkommen als Anhang I beigefügte Satzung des Einheitlichen Patentgerichts;
c) „Vertragsstaat" einen Vertragsstaat dieses Protokolls;
d) „Vertragsmitgliedstaat" einen Vertragsstaat des Übereinkommens;
e) „Gericht" das Einheitliche Patentgericht, das mit dem Übereinkommen errichtet worden ist;
f) „Berufungsgericht" das Berufungsgericht des Gerichts;
g) „die amtliche Tätigkeit des Gerichts" die zur Erfüllung der Ziele und Aufgaben, die dem Gericht in Übereinstimmung mit dem Übereinkommen übertragen wurden, notwendigen Tätigkeiten;
h) „Räumlichkeiten des Gerichts" Grundstücke und Gebäude, die dem Gericht von dem Vertragsmitgliedstaat nach Artikel 37 des Übereinkommens zur Verfügung gestellt und für die amtliche Tätigkeit des Gerichts genutzt werden;
i) „Richter" einen Richter des Gerichts;
j) „Kanzler" den Kanzler und den Hilfskanzler des Gerichts;
k) „Personal" alle Mitarbeiter, die bei dem Gericht als Beamte und sonstige Bedienstete des Gerichts beschäftigt sind, mit Ausnahme der Richter und des Kanzlers;
l) „Familie" in Bezug auf jede Person den Ehegatten dieser Person sowie zu ihrem Haushalt gehörende unterhaltsberechtigte nahe Familienangehörige, die von dem Gastvertragsmitgliedstaat anerkannt werden;
m) „Vertreter der Parteien" die Anwälte, europäischen Patentanwälte oder Patentanwälte, die nach Artikel 48 des Übereinkommens befugt sind, vor dem Gericht aufzutreten oder unterstützend tätig zu sein.

Artikel 2

Allgemeine Bestimmungen über Vorrechte und Immunitäten des Gerichts

Das Gericht genießt im Hoheitsgebiet jedes Vertragsstaats die für die Ausübung seiner amtlichen Tätigkeit notwendigen Vorrechte und Immunitäten.

Artikel 3

Unverletzlichkeit der Räumlichkeiten des Gerichts

Die Räumlichkeiten des Gerichts sind unverletzlich, vorbehaltlich der gegebenenfalls mit dem betreffenden Vertragsstaat vereinbarten Bedingungen und vorbehaltlich der Verantwortlichkeit des Vertragsstaats, in dem die Zentralkammer des Gerichts erster Instanz oder eine seiner Abteilungen, eine Lokal- oder Regionalkammer des Gerichts erster Instanz oder das Berufungsgericht errichtet werden, hinsichtlich der Einrichtungen, die von diesem Vertragsstaat zur Verfügung zu stellen sind.

Artikel 4

Unverletzlichkeit der Archive und Dokumente

Die Archive des Gerichts und alle ihm gehörenden, sich in seinem Besitz befindlichen oder an ihn gerichteten Papiere und Dokumente in jeglicher Form sind jederzeit unverletzlich, gleichviel, wo sie sich befinden.

Artikel 5

Immunität des Gerichts, seiner Vermögenswerte, Guthaben und Gelder

(1) Das Gericht genießt Immunität von der Gerichtsbarkeit mit Ausnahme folgender Fälle:

a) soweit es im Einzelfall ausdrücklich auf seine Immunität verzichtet hat;

b) im Fall eines von anderen Personen als den Richtern, dem Kanzler oder dem Personal des Gerichts gegen das Gericht angestrengten Zivilverfahrens wegen vertraglicher Haftung;

c) im Fall eines gegen das Gericht angestrengten Zivilverfahrens wegen außervertraglicher Haftung, sofern der Anspruch nicht auf die Ausübung der Rechtsprechung des Gerichts gestützt wird, oder

d) im Fall eines von einem Dritten angestrengten Zivilverfahrens wegen Schäden aufgrund eines Unfalls, der durch ein dem Gericht gehörendes oder für es betriebenes Motorfahrzeug verursacht wurde, oder im Fall eines Verstoßes gegen die Vorschriften über den Straßenverkehr, an dem dieses Fahrzeug beteiligt ist.

(2) Das Gericht genießt Immunität von der Gerichtsbarkeit in Bezug auf die Durchsuchung, Beschlagnahme, Einziehung, Pfändung oder Enteignung seiner Vermögenswerte, Guthaben und Gelder oder jede sonstige Form eines Eingriffs in diese, gleichviel, wo sie sich befinden, soweit hierfür keine Ermächtigung des Gerichts vorliegt.

(3) In dem für die Ausübung seiner amtlichen Tätigkeit erforderlichen Umfang sind die Vermögenswerte, Guthaben und Gelder des Gerichts von Beschränkungen, Regelungen, Kontrollen und Stillhaltemaßnahmen jeder Art befreit.

Artikel 6

Immunität von Vertretern eines Vertragsstaats

(1) Vertreter eines Vertragsstaats genießen während der Teilnahme an Sitzungen des Verwaltungsausschusses, des Haushaltsausschusses und des Beratenden Ausschusses Immunität von der Gerichtsbarkeit in Bezug auf alle in ihrer amtlichen Eigenschaft vorgenommenen Handlungen, einschließlich ihrer mündlichen oder schriftlichen Äußerungen. Diese Immunität wird auch nach Beendigung ihres Auftrags weiterhin gewährt.

(2) Ihre amtlichen Papiere und Dokumente sind unverletzlich.

(3) Ein Vertragsstaat ist nicht verpflichtet, die in den Absätzen 1 und 2 bezeichneten Immunitäten seinen eigenen Staatsangehörigen oder Personen zu gewähren, die bei Aufnahme ihrer Tätigkeit bei dem Gericht ihren ständigen Wohnsitz in diesem Staat haben.

Artikel 7

Befreiung von Steuern

(1) Das Gericht, seine Vermögenswerte und Guthaben sind von jeder direkten Steuer befreit.

(2) Das Gericht

a) ist vorbehaltlich der von dem Gastvertragsstaat festgelegten Beschränkungen von Mehrwertsteuern auf den Erwerb von Waren von beträchtlichem Wert oder auf die Inanspruchnahme von Dienstleistungen von beträchtlichem Wert, die für die amtliche Tätigkeit des Gerichts notwendig sind und für diesen Zweck beschafft werden, befreit oder bekommt sie erstattet;

b) ist jedoch nicht von Steuern und Abgaben befreit, die die Vergütung für Leistungen öffentlicher Versorgungsdienste darstellen.

(3) Waren, die unter Inanspruchnahme dieser Befreiung oder Erstattung gekauft wurden, dürfen in diesem Vertragsstaat oder in einem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union nur zu den von dem Vertragsstaat, der die Befreiung oder die Erstattung gewährt hat, festgelegten Bedingungen verkauft oder anderweitig veräußert werden.

(4) Vorbehaltlich der Verpflichtungen, die sich für die Vertragsstaaten aus dem Recht der Europäischen Union und der Anwendung von Gesetzen und sonstigen Vorschriften ergeben, werden die Bedingungen und das Verfahren von den zuständigen Finanzbehörden jedes Vertragsstaats festgelegt.

Artikel 8

Gelder und Freiheit von Währungsbeschränkungen

Die Vertragsstaaten räumen dem Gericht die zur Ausübung seiner amtlichen Tätigkeit erforderliche Freiheit von Währungsbeschränkungen ein.

Artikel 9

Vorrechte und Immunitäten der Richter und des Kanzlers

(1) Die Vorrechte und Immunitäten der Richter richten sich nach Artikel 8 der Satzung und nach dem Protokoll über die Vorrechte und Befreiungen der Europäischen Union, auf das in Artikel 8 der Satzung Bezug genommen wird.
(2) Artikel 8 der Satzung und das Protokoll über die Vorrechte und Befreiungen der Europäischen Union gelten für den Kanzler.
(3) Bei der Anwendung des Protokolls über die Vorrechte und Befreiungen der Europäischen Union nach den Absätzen 1 und 2 sind nur dessen Artikel 11 (b-e) bis 14 analog und an die konkreten Gegebenheiten des Gerichts angepasst anzuwenden. Dies bedeutet insbesondere, dass die Richter und der Kanzler
    a) einer internen Steuer zugunsten des Gerichts auf die von dem Gericht an sie gezahlten Gehälter, Löhne und anderen Bezüge unterliegen;
    b) von dem Zeitpunkt an, zu dem die interne Steuer nach Buchstabe a angewendet wird, von innerstaatlichen Steuern auf die von dem Gericht an sie gezahlten Gehälter, Löhne und anderen Bezüge, nicht jedoch auf Pensionen und Renten, befreit sind;
    c) von dem Zeitpunkt an, zu dem die Richter und der Kanzler einem von dem Gericht begründeten System der sozialen Sicherheit und der Gesundheitsfürsorge unterliegen, in Bezug auf die für das Gericht geleisteten Dienste von den Pflichtbeiträgen zu nationalen Systemen der sozialen Sicherheit und der Gesundheitsfürsorge befreit sind.

Artikel 10

Immunitäten und Vorrechte des Personals

(1) Das Personal genießt Immunität von der Gerichtsbarkeit in Bezug auf alle seine in amtlicher Eigenschaft vorgenommenen Handlungen, einschließlich seiner mündlichen oder schriftlichen Äußerungen. Diese Immunität wird auch nach Beendigung seiner Beschäftigung bei dem Gericht weiterhin gewährt.

(2) Das Personal

a) unterliegt einer internen Steuer zugunsten des Gerichts auf die von dem Gericht an es gezahlten Gehälter, Löhne und anderen Bezüge;

b) ist von dem Zeitpunkt an, zu dem die interne Steuer nach Buchstabe a angewendet wird, von innerstaatlichen Steuern auf die von dem Gericht an es gezahlten Gehälter, Löhne und anderen Bezüge, nicht jedoch auf Pensionen und Renten, befreit; die Vertragsstaaten können diese Gehälter, Löhne und anderen Bezüge bei der Berechnung von Steuern auf Einkommen aus anderen Quellen berücksichtigen;

c) ist von dem Zeitpunkt an, zu dem das Personal einem von dem Gericht begründeten System der sozialen Sicherheit und der Gesundheitsfürsorge unterliegt, in Bezug auf die für das Gericht geleisteten Dienste von den Pflichtbeiträgen zu nationalen Systemen der sozialen Sicherheit und der Gesundheitsfürsorge befreit.

(3) Ein Vertragsstaat ist nicht verpflichtet, die in Absatz 2 bezeichneten Vorrechte seinen eigenen Staatsangehörigen oder Personen zu gewähren, die unmittelbar vor ihrer Beschäftigung bei dem Gericht ihren Wohnsitz in diesem Vertragsstaat hatten.

Artikel 11

Emblem und Flagge

Das Gericht ist berechtigt, sein Emblem und seine Flagge vorbehaltlich der gegebenenfalls mit dem betreffenden Vertragsstaat vereinbarten Bedingungen an seinen Dienstfahrzeugen sowie auf seiner Website und auf seinen Dokumenten zu führen.

Artikel 12

Zusammenarbeit mit den Behörden der Vertragsstaaten

(1) Unbeschadet ihrer Vorrechte und Immunitäten sind alle Personen, welche Vorrechte und Immunitäten aufgrund der Artikel 6, 9 und 10 genießen, verpflichtet, die Gesetze und sonstigen Vorschriften des Vertragsstaats, in dessen Hoheitsgebiet sie in ihrer amtlichen Eigenschaft tätig sind, zu beachten.

(2) Das Gericht hat jederzeit mit den zuständigen Behörden der Vertragsstaaten zusammenzuarbeiten, um den Vollzug ihrer Gesetze zu erleichtern und jeden Missbrauch der in diesem Protokoll genannten Vorrechte, Immunitäten und Erleichterungen zu verhindern.

Artikel 13

Zweck und Aufhebung der in den Artikeln 6, 9 und 10 vorgesehenen Vorrechte und Immunitäten

(1) Die in diesem Protokoll vorgesehenen Vorrechte und Immunitäten werden nicht zum persönlichen Vorteil der Personen begründet, denen sie gewährt werden. Ihr Zweck liegt ausschließlich im Interesse des Gerichts, insbesondere darin, unter allen Umständen die Handlungsfreiheit des Gerichts und die völlige Unabhängigkeit der betreffenden Personen sicherzustellen.

(2) Das Präsidium des Gerichts ist nicht nur berechtigt, sondern verpflichtet, die nach den Artikeln 9 und 10 gewährte Immunität der Richter, des Kanzlers und des Personals aufzuheben, wenn nach seiner Auffassung diese Immunität verhindern würde, dass der Gerechtigkeit Genüge geschieht, und die Immunität ohne Beeinträchtigung der Interessen des Gerichts aufgehoben werden kann. Ein Vertragsstaat hat das gleiche Recht in Bezug auf seine Vertreter im Verwaltungsausschuss und im Haushaltsausschuss (Artikel 6). Der Verwaltungsausschuss hat das gleiche Recht und die gleiche Verpflichtung in Bezug auf die Mitglieder des Beratenden Ausschusses.

Artikel 14

Einreise, Aufenthalt und Ausreise

Unbeschadet des Rechts der Europäischen Union trifft der betreffende Vertragsstaat alle geeigneten Maßnahmen zur Erleichterung

a) der Einreise in sein Hoheitsgebiet, der Ausreise aus seinem Hoheitsgebiet und des Aufenthalts in seinem Hoheitsgebiet aller Personen, die eine amtliche Tätigkeit für das Gericht ausüben, nämlich die Richter, der Kanzler, bei dem Gericht beschäftigtes Personal und von den Vertragsstaaten zur Verfügung gestelltes Personal, sowie der unterhaltsberechtigten Familienangehörigen von solchen Personen, wenn diese eine amtliche Tätigkeit für das Gericht in einem Vertragsstaat ausüben und nicht Staatsangehörige dieses Staates sind oder nicht ihren ständigen Wohnsitz in diesem Vertragsstaat haben und

b) der Einreise in sein Hoheitsgebiet und Ausreise aus seinem Hoheitsgebiet aller Personen, die in einer amtlichen Eigenschaft von dem Gericht bestellt oder geladen werden, nämlich Parteien, Vertreter von Parteien, Dolmetscher, Zeugen und Sachverständige.

Artikel 15

Notifikation

Der Kanzler teilt allen Vertragsstaaten innerhalb eines Monats nach Inkrafttreten dieses Protokolls die Namen der Richter, des Kanzlers und des Personals mit, auf die dieses Protokoll anwendbar ist. Ferner sind die Ernennung und der Dienstantritt eines Richters, Kanzlers oder von Personal des Gerichts und jede Änderung der Umstände baldmöglichst, spätestens innerhalb eines Monats nach Eintreten der entsprechenden Änderung der Umstände, mitzuteilen.

Artikel 16

Beilegung von Streitigkeiten

(1) Das Gericht sorgt für geeignete Verfahren zur Beilegung von Streitigkeiten, an denen eine in diesem Protokoll genannte Person, die aufgrund ihrer amtlichen Stellung Immunität genießt, oder das Gericht in Fällen, in denen es nach Artikel 5 Immunität genießt, beteiligt ist, sofern diese Immunität nicht aufgehoben worden ist.

(2) Alle Streitigkeiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Protokolls werden einem Schiedsgericht vorgelegt, sofern sich die Streitparteien nicht auf ein anderes Beilegungsverfahren geeinigt haben. Wird eine Streitigkeit zwischen dem Gericht und einem Vertragsstaat nicht binnen drei Monaten nach dem Ersuchen einer der Streitparteien durch Konsultationen, Verhandlungen oder im Wege eines anderen vereinbarten Verfahrens beigelegt, so wird sie auf Ersuchen einer Streitpartei einem Gremium aus drei Schiedsrichtern zur endgültigen Entscheidung vorgelegt, von denen der erste vom Gericht, der zweite von dem Vertragsstaat und der dritte, welcher Vorsitzender des Gremiums ist, von den ersten beiden Schiedsrichtern ausgewählt wird. Hat eine der Parteien ihren Schiedsrichter nicht innerhalb von zwei Monaten nach Bestellung des Schiedsrichters durch die andere Partei bestellt, so wird die Bestellung vom Präsidenten des Europäischen Gerichtshofs vorgenommen. Können sich die ersten beiden Schiedsrichter innerhalb von drei Monaten nach ihrer Bestellung nicht über die Bestellung des dritten Schiedsrichters einigen, so wird dieser auf Ersuchen des Gerichts oder des Vertragsstaats vom Präsidenten des Europäischen Gerichtshofs ausgewählt.

Artikel 17

Unterzeichnung, Ratifikation, Annahme, Genehmigung oder Beitritt und Hinterlegung

(1) Dieses Protokoll liegt für alle Vertragsmitgliedstaaten vom 29. Juni 2016 bis 29. Juni 2017 beim Rat der Europäischen Union in Brüssel zur Unterzeichnung auf.
(2) Dieses Protokoll bedarf der Ratifikation, Annahme oder Genehmigung. Die Ratifikations-, Annahme- oder Genehmigungsurkunden werden beim Generalsekretariat des Rates der Europäischen Union, im Folgenden als „Verwahrer" bezeichnet, hinterlegt.
(3) Nach dem 29. Juni 2017 steht dieses Protokoll allen Vertragsmitgliedstaaten zum Beitritt offen. Die Beitrittsurkunden werden beim Verwahrer hinterlegt.

Artikel 18

Inkrafttreten

(1) Dieses Protokoll tritt dreißig Tage nach dem Tag in Kraft, an dem der letzte der vier Vertragsstaaten – Frankreich, Deutschland, Luxemburg und das Vereinigte Königreich – seine Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde hinterlegt hat.
(2) Für jeden Vertragsstaat, der seine Urkunde nach dem in Absatz 1 bezeichneten Tag hinterlegt, tritt dieses Protokoll 30 Tage nach dem Tag der Hinterlegung seiner Ratifikations-, Annahme-, Genehmigungs- oder Beitrittsurkunde in Kraft.

Artikel 19

Vorläufige Anwendung

Ein Vertragsmitgliedstaat kann dem Verwahrer jederzeit notifizieren, dass er das Protokoll vorläufig anwenden wird.

ZU URKUND DESSEN haben die hierzu gehörig befugten Unterzeichneten dieses Protokoll unterschrieben.

Geschehen zu Brüssel am 29. Juni 2016 in einer Urschrift in deutscher, englischer und französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist; die Urschrift wird beim Verwahrer hinterlegt; dieser übermittelt jedem Unterzeichnerstaat und jedem beitretenden Staat eine beglaubigte Abschrift.

Voor het Koninkrijk België
Voor de Vlaamse Gemeenschap
Voor de Franse Gemeenschap
Voor de Duitstalige Gemeenschap
Voor het Vlaamse Gewest
Voor het Waalse Gewest
Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

For the Kingdom of Belgium
For the French Community
For the Flemish Community
For the German-speaking Community
For the Walloon Region
For the Flemish Region
For the Brussels-Capital Region

Pour le Royaume de Belgique
Pour la Communauté française
Pour la Communauté flamande
Pour la Communauté germanophone
Pour la Région wallonne
Pour la Région flamande
Pour la Région de Bruxelles-Capitale

Für das Königreich Belgien
Für die Deutschsprachige Gemeinschaft
Für die Flämische Gemeinschaft
Für die Französische Gemeinschaft
Für die Wallonische Region
Für die Flämische Region
Für die Region Brüssel-Hauptstadt

For Kongeriget Danmark
For the Kingdom of Denmark
Pour le Royaume du Danemark
Für das Königreich Dänemark

Für die Bundesrepublik Deutschland
For the Federal Republic of Germany
Pour la République fédérale d'Allemagne

Για την Ελληνική Δημοκρατία
For the Hellenic Republic
Pour la République hellénique
Für die Hellenische Republik

Pour la République française
For the French Republic
Für die Französische Republik

Per la Repubblica italiana
For the Italian Republic
Pour la République italienne
Für die Italienische Republik

Pour le Grand-Duché de Luxembourg
For the Grand Duchy of Luxembourg
Für das Grossherzogtum Luxemburg

Magyarország részéről
For Hungary
Pour la Hongrie
Für Ungarn

Għar-Repubblika ta' Malta
For the Republic of Malta
Pour la République de Malte
Für die Republik Malta

Voor het Koninkrijk der Nederlanden
For the Kingdom of the Netherlands
Pour le Royaume des Pays-Bas
Für das Königreich der Niederlande

Pela República Portuguesa
For the Portuguese Republic
Pour la République portugaise
Für die Portugiesische Republik

Suomen tasavallan puolesta
För Republiken Finland
For the Republic of Finland
Pour la République de Finlande
Für die Republik Finnland

För Konungariket Sverige
For the Kingdom of Sweden
Pour le Royaume de Suède
Für das Königreich Schweden

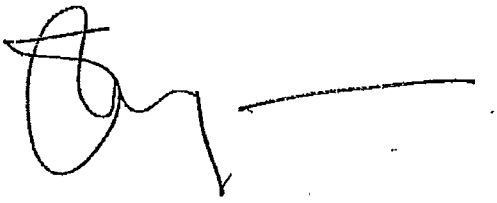
Done at Brussels on the twentieth day of July in the year two thousand and sixteen.

За Република България
For the Republic of Bulgaria
Pour la République de Bulgarie
Für die Republik Bulgarien

Д Василева

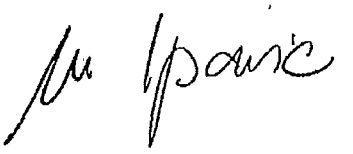
Done at Brussels on the fourteenth day of December in the year two thousand and sixteen.

For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Für das Vereinigte Königreich Grossbritannien und Nordirland



Done at Brussels on the twenty-third day of June in the year two thousand and seventeen.

Za Republiko Slovenijo
Für die Republik Slowenien
For the Republic of Slovenia
Pour la République de Slovénie



IM 07134 2017
03.07.2017

DECLARATION

I,

Karl Erjavec,

Minister of Foreign Affairs of the Republic of Slovenia,

HEREBY DECLARE that the Government of the Republic of Slovenia makes the following declaration in relation to the Protocol on Privileges and Immunities of the Unified Patent Court, done at Brussels on 29 June 2016:

The Republic of Slovenia considers that the Patent Mediation and Arbitration Centre as established by the Agreement on a Unified Patent Court, done at Brussels on 19 February 2013, is part of the Unified Patent Court, and that consequently the provisions of the Protocol on Privileges and Immunities of the Unified Patent Court, done at Brussels on 29 June 2016, apply *mutatis mutandis* to the Centre.

IN WITNESS WHEREOF, I have signed this declaration.

Done at Ljubljana on 22 June 2017

SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL AFFAIRES ÉTRANGÈRES
FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN
- VERDRAGEN -
- TRAITÉS -

COPIE CERTIFIÉE CONFORME À L'ORIGINAL
MET HET ORIGINEEL EENSLUIDEND VERKLAARD AFSCHRIFT
Bruxelles,
Brussel, - 8 NOV. 2017
Le Chef du Service des Traités du
Service Public Fédéral Affaires Etrangères de Belgique
Het Hoofd van de Dienst Verdragen van de
Federale Overheidsdienst Buitenlandse Zaken van België